

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°970 du 13 Octobre 2008

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

L'IDEOLOGIE ULTRA-LIBERALE

Pur mensonge

Totale ignorance

Erreur dramatique

Injure grave

Conjoncture

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN PANNE

Nous avons certainement lassé nos lecteurs en répétant depuis des mois que l'économie française allait droit dans le mur, faute de quelque réforme de nature à assainir les finances publiques et à libérer les Français qui veulent entreprendre, travailler et épargner. Dans le mur, nous y voici, c'est officiel : tous les indicateurs sont au rouge dans l'économie française, et le dernier à y être passé est celui du chômage. Bien sûr, nos dirigeants ont l'habileté de mettre la conjoncture au débit de la crise mondiale, mais les indicateurs se sont dégradés bien avant les derniers événements et justifiaient nos mises en alerte depuis longtemps. Ainsi, la crise financière va-t-elle atteindre une économie plus fragile, plus vulnérable que les autres.

Moins de 1% de croissance

Pour la première fois, le gouvernement a reconnu, à l'occasion de la présentation du projet de loi de finances dont nous avons parlé la semaine dernière, le caractère erroné de ses prévisions précédentes de croissance. Le budget 2008 avait été construit sur une hypothèse de croissance supérieure à 2% ; on sera finalement à 1%, selon les chiffres gouvernementaux ; certains craignent même pire, car le second trimestre a connu une croissance négative (-0,3%) et l'INSEE annonce - 0,1% pour chacun des trimestres suivants : la récession est donc bien là. On sera donc en dessous des 1% en 2008.

Qu'en sera-t-il en 2009 ? Le projet de budget avait retenu l'hypothèse d'une croissance du PIB comprise entre 1 et 1,5% ; mais ce chiffre est maintenant démenti par le gouvernement lui-même, qui recadre le budget sur l'hypothèse minimale de 1%, ne croyant même pas à ses propres prévisions. Pour les 16 instituts de conjoncture privés consultés, ce sera 0,8% ; certains, comme BNP Paribas ou la CPE prévoient 0,5%. Et le FMI anticipe une croissance nulle en Europe. L'évolution des marchés financiers n'est pas davantage rassurante.

Les autres indicateurs en sont au même point. Les dépenses de consommation, mesurées sur un an, ont pour la première fois depuis 1997 reculé en août 2008. Le textile à lui seul a reculé de 4,3%. Le pouvoir d'achat est en berne, même si le gouvernement s'accroche à l'hypothèse d'une hausse de 1% du pouvoir d'achat du revenu disponible, mais il sous-estime l'inflation et les impôts. On peut parler de stagnation du pouvoir d'achat. Quant à l'investissement des entreprises, le gouvernement pense qu'il progressera de 2%, ce qui est très faible compte tenu du recul antérieur, mais on sait que les prévisions d'investissements se corrigent en général à la baisse au fil de l'année : partir d'une prévision de 2% signifie qu'à l'arrivée, ce sera sans doute une décroissance des investissements.

Inflation et déficit extérieur

Que dire du front monétaire ? Pour l'instant, la hausse des prix en France est de 3,2% (douze mois se terminant en août). Le gouvernement table sur un ralentissement à 2,9% pour l'ensemble de l'année 2008, puis à 2% en 2009 : tout son budget est construit sur cette hypothèse. Cela nous semble très optimiste. Cette prévision repose sur des hypothèses hasardeuses, comme un baril de pétrole à 100 dollars et un euro à 1,45 dollar. Mais surtout cela n'intègre ni le dérapage du déficit budgétaire, ni le dérapage de la masse monétaire (M3) dans la zone euro, en raison du laxisme récent de la BCE. Ce serait bien la première fois dans l'histoire monétaire qu'une baisse des taux et un gonflement des liquidités ne déclancheraient pas une inflation ouverte.

Le commerce extérieur, indice de notre compétitivité, est aussi mal en point. Le gouvernement annonce pour 2008 un déficit historique de la balance commerciale de 49,8 milliards (contre 39,3 en 2007) et sa stabilisation en 2009 à 49 milliards d'euros. Les exportations françaises stagnent et ne jouent aucun rôle de moteur de la croissance, contrairement à ce qui se passe chez nos voisins allemands. Il est particulièrement alarmant que notre déficit soit si lourd dans nos échanges avec les autres pays de la zone euro. Ce n'est donc pas le seul renchérissement de l'énergie et des matières premières qui est en cause : c'est que nos entreprises sont dans une mauvaise posture à cause de leur environnement social, fiscal et réglementaire.

Le chômage explose

La mauvaise posture des entreprises françaises a sa traduction en termes d'emploi. Dans cette conjoncture de « croissance molle » comme le dit avec élégance Madame LAGARDE, les bulletins de victoire brandis naguère par le gouvernement sont rentrés dans les poches. Jusqu'à présent, le taux de chômage officiel ayant effectivement diminué à 7,2% de la population active, les remontées ponctuelles du chômage étaient présentées comme des accidents de parcours. En réalité, comme nous l'avons toujours soutenu, l'amélioration était purement arithmétique : la population active recule et donc mécaniquement le taux de chômage calculé par le rapport entre population employée et population active diminue.

Le seul indice significatif est la création d'emplois ; une fois épuisé l'effet à court terme des embauches subventionnées, les emplois nouveaux ont diminué. Pour la première fois depuis cinq ans, il y a eu destruction nette d'emplois au second trimestre 2008 (35 000 en tout). Les résultats du chômage pour août, connus le dernier jour de septembre, sont « très mauvais, beaucoup plus que ceux que l'on avait avant » a reconnu le secrétaire d'Etat à l'emploi. Certains parlent d'une explosion du chômage, puisqu'on comptabilise 41 300 chômeurs de plus en un seul mois ! Du jamais vu depuis 1993. De son côté, Eurostat annonce un bond du taux de chômage de 7,2% à 8%.

Le bilan n'est donc pas flatteur au vu de ces chiffres parus ces jours-ci mais qui décrivent la situation d'il y a un mois ou deux. La conjoncture internationale ne peut qu'aggraver la situation. Au prétexte (sollicité) de la crise financière, le gouvernement s'engage à « débloquer » 21 milliards pour les PME. Où va-t-il les prendre ? L'aide de l'Etat c'est ce que l'on voit. Les ponctions qui la financent et l'argent qu'on prendra au contribuable et au consommateur, c'est ce que l'on ne voit pas – Bastiat a toujours raison.

En fait l'économie française est malade de ses finances publiques. Le budget pour 2009, commenté ici la semaine dernière, résume la situation : plus de déficits, plus de dépenses, plus d'impôts. Mais nos politiciens cherchent la « sortie de crise » ailleurs : retour à l'économie dirigée. Nous le disons une fois de plus : l'Etat n'est pas la solution, c'est le problème.

CRISE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Le Monde est un journal étonnant. Il surfe à plein régime sur la nouvelle vague anti-libérale, créée de toutes pièces à l'occasion de la crise financière, qu'il vaudrait mieux appeler crise due au laxisme des banques centrales. Il suffit de voir les « unes », celle du 25 (« A l'ONU, le coup de colère contre Wall Street - Crise : les pays du Sud dénoncent les dérives du capitalisme financier nord-américain ») ou du 27 (« Nicolas SARKOZY réhabilite l'Etat face aux échecs du marché »). Les lecteurs savent ce qu'ils doivent penser des méfaits du capitalisme !

L'étonnant, c'est que dans le même temps, non content d'avoir assassiné le libéralisme, le journal de l'intelligentsia s'attaque à la social-démocratie, pour en dénoncer la crise. Et de titrer à la une : « Les social-démocraties européennes en proie à un profond malaise ». Cela ne nous dérange pas, nous qui sommes libéraux, que l'on attaque la social-démocratie, mais encore faut-il que ce soit pour de bonnes raisons. Pour Le Monde, si la social-démocratie est en crise, c'est parce qu'elle a mis trop de libéralisme dans son socialisme : un « coup de barre à gauche » s'impose, comme le suggère M. BESANCENOT. Pour nous, au contraire, si la gauche veut avoir une chance de s'en sortir, elle doit être plus libérale que socialiste, comme l'était Tony BLAIR en Angleterre, permettant une alternance ou du moins un choix clair entre les vrais libéraux et les sociaux-démocrates modernes.

Le Monde part d'un constat simple : à la fin des années 90, sur quinze pays de l'Union européenne, onze étaient dirigés par des socialistes. Actuellement, sur 27 pays, il n'y en a plus que 7 : la proportion s'est fortement réduite. Bref, « les socialistes français ne sont pas les seuls à traverser une période sombre de leur histoire ». « C'est toute la social-démocratie qui s'enfonce dans une crise multiforme ». Deux phénomènes principaux, toujours selon ce journal, expliquent « cette déconfiture ». Tout d'abord, « les partis de droite se sont largement nourris du corpus idéologique de la gauche libérale » pour « modérer les excès de l'économie de marché, par une politique sociale compassionnelle matinée d'un peu de protectionnisme ».

Nous sommes en gros d'accord avec cette première partie de l'analyse (sauf bien sûr à propos des « excès de l'économie de marché ») : la droite globalement, en France, mais aussi dans bien des pays, et c'est tout le problème actuel, n'est plus libérale et a emprunté effectivement au corpus idéologique de la gauche. C'est vrai en matière économique : interventionnisme, étatsisme, politiques redistributrices, monopole étatique de la protection sociale. Et c'est vrai aussi en matière de mœurs et de société : laxisme généralisé, mariage gay, avortement, ce qui n'est pas dans la vraie logique libérale (le libéralisme n'est pas le laisser aller, mais le « laissez faire, laissez passer », assorti d'une forte éthique personnelle). Le temps de REAGAN et de THATCHER est loin, même aux Etats-Unis. La droite n'est plus libérale, elle mène une politique de gauche, brouillant les cartes et perturbant, effectivement, la social-démocratie.

Deuxième phénomène, selon Le Monde : « La gauche de la gauche a refermé le piège en s'attribuant le monopole de la critique radicale du libéralisme et de la mondialisation. Un enjeu que la social-démocratie, paralysée par ses contradictions, a laissé en jachère ». Si on lit entre les lignes : la droite gagne parce qu'elle est de gauche et la gauche perd parce qu'elle n'est pas assez de gauche. Elle s'en sortira donc en épousant les thèmes de l'altermondialisme et de l'anticapitalisme. CQFD. Traduction : exit la social-démocratie, retour au socialisme pur et dur, version années 80 et union de la gauche.

« La social-démocratie adaptée à l'économie de marché et devenue une marque de fabrique de la politique européenne est en plein désarroi ». C'est ainsi que « le parti démocrate italien s'est effondré après s'être coupé des gauches extrêmes » ; « le SPD allemand hésite entre centrisme et radicalisme ». Bref, ils sont écartelés entre ceux qui trouvent qu'il y a encore trop d'État dans leurs programmes et ceux qui pensent que la gauche s'est perdue en acceptant l'économie de marché. Pour nous, la solution est fort simple : la droite n'a d'intérêt que si elle est franchement libérale ; et la gauche ne peut survivre dans une économie mondialisée que si elle accepte l'économie de marché. Le monde se perd parce que la droite n'est globalement plus libérale et que la gauche n'a pas rompu clairement avec la nostalgie du soviétisme.

QUAND LA FRANCE SE COUCHE DEVANT LE VIETNAM

C'est une histoire édifiante que raconte - pour une fois - le journal Le Monde sous le titre : « Quand la France cède aux pressions du Vietnam à propos d'une stèle d'un square parisien ». Il s'agit de Tran VAN BA, « figure de la lutte anticommuniste au Vietnam », exécuté par le régime. Ses amis avaient pensé honorer, comme chaque année, son souvenir, mais cette fois en installant le 27 septembre, une stèle à sa mémoire. Le préfet de Paris, Pierre MUTZ, a pris en urgence un arrêté le 16 septembre pour interdire cette pose : « Le projet dans les termes du texte envisagé pour être apposé sur le monument commémoratif ne sied pas à ce lieu et est susceptible de heurter, créant ainsi un risque de trouble à l'ordre public ».

Bien entendu, personne n'est dupe et cette interdiction a été demandée - et obtenue - par le gouvernement vietnamien, donc par le parti communiste, parti unique. Même des députés socialistes, comme Jean-Marie LE GUEN, où le maire (PS) du 13^e arrondissement, qui avaient déjà envoyé les invitations, ont déclaré : « Mais le Vietnam a protesté auprès du ministère des affaires étrangères de KOUCHNER et de la mairie de Paris. Le gouvernement a cédé à ces pressions ». On imagine bien que si les socialistes ont fait les invitations et protestent contre l'interdiction, Tran VAN BA ne devait pas être un dangereux fasciste.

Le Monde raconte en effet l'histoire de sa vie et de sa famille. Son grand oncle était le fondateur du parti constitutionnaliste du Vietnam en 1919 : il a été assassiné en 1945 (avec ses quatre fils et sa fille) par les communistes. Son père a été ministre d'Etat chargé de l'économie dans le premier gouvernement indépendant du Vietnam (dirigé par l'empereur Bao DAÏ). Il est passé ensuite à l'opposition, s'est déclaré candidat aux élections présidentielles et a été tué aussitôt à Saigon.

Tran VAN BA lui-même a pu sortir, grâce à ses amis proches, du Vietnam après l'assassinat de son père et il n'a cessé de lutter contre le régime, depuis la France, après la chute de Saigon. Il était en particulier président des étudiants Vietnamiens de Paris. Il a commis sans doute l'erreur fatale aux yeux des communistes de dénoncer « les exécutions sommaires », « les camps de rééducation », « l'expansionnisme militaire au Cambodge et au Laos et l'exode des boat people ». Résultat : lorsqu'il est rentré au Vietnam en 1980, espérant un assouplissement du régime, il a été dans le collimateur du parti et a été exécuté en 1985.

A l'époque, les protestations internationales avaient été nombreuses, dont celles de Valéry GISCARD d'ESTAING, Simone VEIL ou Laurent FABIUS, signe que son parcours ne sentait pas le souffre et que son combat était reconnu comme juste par tous ou presque. Bernard KOUCHNER avait assisté à sa cérémonie funéraire à Paris.

Le frère de ce martyr du communisme a donc voulu, avec ses amis, ériger une stèle avec une courte inscription, rappelant son engagement ; d'ailleurs plusieurs pays ont déjà honoré sa mémoire en donnant son nom à divers lieux. Oui, mais voilà : le gouvernement vietnamien a protesté « et la France a cédé à l'ingérence du Vietnam ».

SUPPRIMER LES DÉPARTEMENTS

C'était la proposition 260 du rapport ATTALI sur la libération de la croissance française : « Faire disparaître en dix ans l'échelon départemental ». C'était une recommandation de bon sens. Il y a en France trop d'échelons administratifs, avec les communes, l'intercommunalité, les départements, les régions, etc. - dont chacun implique fonctionnaires, locaux, bureaucratie, financements, impôts. Il faut diminuer le poids financier et bureaucratique des collectivités publiques. Reviendrait aux régions ce qui doit être fait sur une vaste échelle, et aux communes (seules ou regroupées) ce qui doit être totalement décentralisé. On peut se reporter sur ces problèmes à l'ouvrage du doyen Gérard BRAMOULLÉ (adjoint aux finances d'Aix en Provence qu'il a su gérer avec succès) « Finances et Libertés Locales » publié l'an dernier sous le patronage de l'ALEPS, Contribuables Associés et l'IREF par la Librairie de l'Université d'Aix en Provence (www.aix-provence.com).

La suppression progressive des départements était l'une des rares réformes un peu hardies et novatrices du rapport ATTALI ; elle a donc été aussitôt enterrée par le Président de la République lui-même, dès la parution du rapport. Or voilà que moins d'un an après, le secrétaire général de l'Elysée, Claude GUEANT, une sorte de premier ministre bis, a déclaré que Nicolas SARKOZY souhaitait lancer une « vaste concertation » avec les élus sur la réforme des collectivités locales avant la fin 2008. Pour que la réforme aboutisse courant 2009. « Il me semble que le temps est venu de faire en sorte que les choses bougent ». On va donc consulter les collectivités locales et leurs associations.

Certes, Claude GUEANT s'est montré prudent : « peut-être n'y a-t-il pas qu'une solution unique à appliquer uniformément sur l'ensemble du territoire ». On lui a alors demandé si cela pourrait déboucher sur une suppression des départements ; il s'est empressé de noyer le poisson en disant que l'on « peut avoir des solutions variées, avoir des structures auxquelles les Français sont attachés, mais qui aient un mode de relation beaucoup plus imbriqué, beaucoup plus coordonné. Ce qu'il faut, c'est rationaliser ».

La prudence est donc de mise, mais, indiscutablement, c'est un ballon d'essai et une porte s'entrouvre. Jean-François COPE, Président du groupe UMP, est allé dans le même sens et réclame directement une fusion départements-régions ; il propose même pour cela de reporter les élections régionales. Or, dans le même temps, la fondation Concorde, politiquement très correcte (elle avait inspiré l'idée d'un ministère de développement durable), relance à son tour le débat, relayant la parole présidentielle. Elle propose de réduire de 36 000 à 12 000 le nombre de budgets communaux et d'organiser « le couple département-région » dans une association scellée par « une même élection et les mêmes élus pour gérer les deux niveaux ». Une sorte de fusion des deux exécutifs, sans disparition d'un échelon, nouvelle variante de l'usine à gaz, destinée paraît-il à une gestion plus « cohérente des moyens ».

Bien sûr, toutes les précautions sont prises (on ne va pas sombrer dans la vraie décentralisation, encore moins dans la subsidiarité) : « En tout état de cause, l'État conserve un rôle moteur avec une place prépondérante accordée sur le terrain au préfet, même si ce dernier devra partager son autorité sur certains services comme la DDE ou la gendarmerie ». Même si le but est de « libérer l'initiative locale et de remettre au centre des projets les entreprises » : un préfet pour libérer l'initiative, il n'y a en effet rien de tel.

Au-delà du caractère timoré et réducteur du projet, on peut cependant se féliciter de voir la question à nouveau sur le tapis. Sans aucun doute faut-il s'attendre à une ferme résistance de tous ceux qui se sont constitués un empire fromager au niveau des départements et des conseils généraux. La « tyrannie du statu quo », dénoncée par Milton FRIEDMAN, va jouer à plein. Mais les principaux intéressés sont les citoyens (qui ignorent en général ce qu'est un conseil général ou un canton), et surtout les contribuables, qui supportent le surcoût dû à la coexistence de trop d'échelons administratifs.

Les départements ont été dessinés par la Révolution, pour qu'aucune commune ne soit éloignée de la préfecture de plus d'une journée de cheval. Serions-nous toujours à l'ère des courriers de l'Etat, et à la merci du gouvernement central ?

SÉCU : TOUR DE PASSE-PASSE COMPTABLE

Nous n'avons cessé de démontrer pourquoi la Sécurité sociale, « que le monde entier nous envie », était condamnée au déficit. Nous l'avons encore expliqué la semaine dernière à propos de l'Assurance maladie, en montrant pourquoi l'objectif de retour à l'équilibre en 2011 était impossible, avec un système de monopole où l'irresponsabilité pousse à la dépense. Nous l'avons dit également à propos du régime vieillesse, les retraites par répartition étant condamnées, comme Jacques GARELLO l'a démontré dans le premier tome sur « Le futur des retraites » (le deuxième est sous presse, on se réfèrera à www.aix-provence.com)

Le gouvernement vient de présenter le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009, pendant « social » du budget de l'État. Pour 2008, la cause est entendue, le déficit sera de 8,9 milliards d'euros, dont 4 pour la maladie et 5,7 pour la vieillesse, les autres branches étant en léger excédent. Cela était connu et prévisible. Mais le plus intéressant est à suivre : en laissant les choses se développer au rythme actuel, le déficit de la Sécu devrait atteindre en 2009 environ 15 milliards d'euros, un record (qui, soit dit en passant, en s'ajoutant à celui de l'État, nous entraînerait au-delà des fameux 3% du Pib autorisés par Bruxelles).

Le gouvernement annonce donc un nouveau plan de redressement, du plus haut intérêt.

Bien sûr, il y aura 3 milliards de nouvelles recettes. Pas d'impôt nouveau, dit-on (pieux mensonge), mais les prélèvements sociaux, eux, peuvent augmenter. Une nouvelle taxe sur les mutuelles et les assurances (1 milliard) qui sera rapidement répercutée sur les assurés, une taxe sur l'intéressement et la participation de 2% (400 millions), une hausse des cotisations retraites de 0,3 points (1,8 milliards). On demande aux Français de payer toujours plus pour une couverture santé réduite et des retraites diminuées.

Mais là ne s'arrête pas la créativité budgétaire. Le plan prévoit aussi un très joli tour de passe-passe. Suivez-nous dans ce labyrinthe enfumé. La Caisse d'Amortissement de la Dette de la Sécurité Sociale (CADES) va reprendre l'intégralité de la dette accumulée par la Sécu au cours des deux exercices considérés (2008 et 2009) et apportera ainsi 27 milliards d'euros. Mais la Caisse a été créée pour affecter les recettes de la CRDS (que vous payez tous, et qui se montent à quelque 6 milliards par an) à l'amortissement d'une partie des déficits déjà accumulés, précisément 108 milliards. Voilà donc que l'on va surcharger la Caisse et détruire complètement le plan d'amortissement mis en place au départ. Qu'à cela ne tienne : la CADES va ponctionner le FSV (Fonds de Solidarité Vieillesse) qui prend notamment en charge les cotisations retraites des chômeurs. Mais où le FSV prendra-t-il l'argent ? Il va se retrouver en déficit en 2009 de 800 millions, lui qui était à l'équilibre. La Sécu aura donc dans son régime général un peu moins de déficit, puisqu'elle ne paiera plus les intérêts de la dette, mais le FSV sera, lui, en déficit. Mais on n'en parlera pas : ce qui compte, c'est de dire que grâce à ces mesures radicales le déficit total du régime général sera contenu à 8,6 milliards en 2009, au lieu de 15. On s'est donc repassé le mistigri : de la Sécu à la CADES, de la CADES au FSV. Il suffira ensuite de quelques milliards de cotisations en plus, quelques milliards cachés sous le tapis et le tour sera joué : bravo l'artiste.

Nous avons failli oublier un autre élément : pour contenir le déficit du régime vieillesse, on a aussi trouvé une autre grande idée : la branche famille va verser 500 millions à la branche retraite. Cette branche famille était en excédent de 0,3 milliards, elle sera désormais en déficit de 0,2 milliards, ce qui permet de réduire mathématiquement de 0,5 milliards le déficit du régime vieillesse. Décidément, c'est le grand jeu des vases communicants.

Qu'on se rassure, il y aura aussi des économies, sur la branche maladie ; nous en avons parlé : deux milliards d'économies en réduisant les prescriptions des médecins, « en contenant les remboursements des médicaments » et, bien entendu, « en améliorant la productivité de l'hôpital public ». D'ailleurs, la loi l'a décidé, les dépenses d'Assurance-maladie ne devront pas progresser de plus de 3,3% : gare à ceux qui auront le mauvais goût d'avoir la grippe cette année. Conclusion de toute cette savante politique comptable : le même déficit en 2009 qu'en 2008 ; mais, c'est promis, la Sécu sera en équilibre en 2012. On ne rit pas !

LE « NUTRITIONNELLEMENT CORRECT » : TAXER LES GROS

Il a beaucoup été question ces dernières semaines des problèmes du surpoids et, au-delà, de l'obésité. Il est vrai que l'excès de poids n'est bon ni pour la santé en général, ni pour le cœur en particulier et il est utile que les médecins sensibilisent leurs patients. Ce qui, en revanche, nous semble tout à fait discutable, c'est que la classe politique en fasse son problème : tout devient fait du Prince, même le surpoids de monsieur tout le monde.

Or, dans notre pays, toute intervention politique se traduit par un impôt. L'impôt lutte contre le réchauffement de la planète, l'impôt va nous aider à sortir de la crise financière, l'impôt va nous faire maigrir – il fera sûrement maigrir le pouvoir d'achat.

Il y a quelques mois, il y avait déjà eu une première tentative pour taxer les sucreries dont raffolent les enfants : nous avons parlé de « la fat tax ». Cette fois, c'est un rapport parlementaire sur la prévention de l'obésité qui propose de généraliser la mesure. Ce rapport a été présenté par la présidente de cette commission, Valérie BOYER. Les produits trop gras, trop salés, trop sucrés, seraient soumis à une fiscalité plus forte (par exemple à une TVA à 19,6%), pour faire monter le prix et décourager la demande. Les produits réputés meilleurs (comme les fruits et légumes) auraient une TVA « allégée », peut-être même à un taux super-réduit (si Bruxelles est d'accord) de 2% seulement. C'est le principe du bonus-malus, que l'on croyait enterré. L'impôt, donc le prix des produits, varierait selon leur qualité nutritionnelle.

Le Figaro parle d'une orientation des consommateurs vers le « nutritionnellement correct », un concept aussi redoutable que le « politiquement correct » ! Nous ne reviendrons pas sur la question du juste prix, que nous avons maintes fois traitée, mais le bonus-malus, même appliqué à l'alimentation, n'en débouche pas moins, une nouvelle fois, sur de faux prix, sur des prix administrés. Le projet a bien sûr été contesté, certains proposant seulement la détaxation des bons produits, sans toucher à l'impôt sur les autres. Le Président de l'association nationale des industries agro-alimentaires s'est déclaré opposé à la mesure : « Nous sommes contre la taxation, car nous considérons qu'aucun produit n'est mauvais pour la santé, sinon il serait retiré du marché ». Madame BACHELOT, ministre de la santé, a trouvé la « démarche intéressante », mais le moment inopportun dans la situation actuelle... On verra plus tard.

Mais, une fois n'est pas coutume, la déclaration portant le plus grand bon sens est venue d'un député socialiste, Jean-Marie LE GUEN, qui a dénoncé le projet en déclarant : « La prévention de l'obésité doit privilégier l'éducation plutôt que la pénalisation ». Et avec l'éducation, la responsabilité personnelle et familiale.

Il est vrai que l'impôt sur les gros permet de faire rentrer quelque monnaie dans les caisses vides de l'Etat. Mais n'y a-t-il pas d'autre moyen ? Un humoriste a proposé une solution (même si elle est malséante) : « Si le gouvernement taxait la connerie, il n'y aurait plus de déficit budgétaire ». Dans ce cas, le gouvernement serait le premier contribuable de France.

La seule obésité mortelle, c'est celle de l'Etat.

AU SOMMAIRE DU N°970 :

EDITORIAL : L'idéologie ultra-libérale pp. 1-2

CONJONCTURE : L'économie française en panne pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Crise de la Social-Démocratie p. 4 – Quand la France se couche devant le Viet Nam p. 5 - Supprimer les départements p. 6 – Sécu : tour de passe-passe comptable p. 7 – Le « nutritionnellement correct » : taxer les gros p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille